



Naufrage en Grèce : les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens.

Une semaine après le naufrage en Méditerranée d'un navire transportant plus de 600 migrants, la vraie débauche de moyens humains et matériels pour aller à la rescousse d'une poignée de riches, dont des hommes d'affaires en mal d'aventures à 250 000 euros la place, dans le sous-marin Titan, apparaît comme totalement indécent. Lorsqu'il s'agit de milliardaires, la société capitaliste a des moyens ! Mais pas pour les milliers de travailleurs et travailleuses morts depuis des années en Méditerranée en fuyant la guerre et la misère, à cause du refus des gouvernements européens d'ouvrir les frontières. Aujourd'hui, l'agence européenne Frontex, chargée de la surveillance des frontières, accuse la Grèce de porter la responsabilité de la catastrophe. Une dénonciation cynique, car c'est la politique de l'Union européenne que la Grèce applique, comme tous les pays frontaliers de l'espace Schengen.

Les meurtriers dirigent l'UE

Ce sont les gouvernements européens qui rendent les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables pour les exilés. Frontex met tous les moyens en œuvre pour les repousser loin des eaux territoriales de l'Europe et refuser de les secourir en mer. Y compris en pactisant avec les régimes despotiques les plus divers. C'est ainsi que Giorgia Meloni, cheffe du gouvernement d'extrême droite italienne, a rendu visite en juin à Kaïs Saïed, président-dictateur en Tunisie et au maréchal Haftar, un des seigneurs de la guerre en Libye, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps d'internement pour les réfugiés en Libye.

Nous sommes tous et toutes des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur sont nos frères et sœurs. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Le seul budget annuel de Frontex atteindra 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands

capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services utiles à tous ? Cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de dividendes l'an dernier ! Que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier. Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. Dans nos lieux de travail ou d'études, nous devons le rappeler haut et fort : nous sommes pour l'ouverture des frontières, car nous ne voulons pas nous laisser diviser entre travailleurs et travailleuses. C'est pourquoi nous rejoindrons tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour dénoncer ces politiques criminelles.



Transition électrique, prétexte à détruire les CDI PSA

La direction de PSA veut se débarrasser massivement des CDI de PSA Tremery et PSA Metz-Borny, notamment en envoyant une partie dans 2 nouvelles filiales (dédiées à l'électrique) hors du groupe PSA, avec perte d'acquis et de salaires. À PSA Tremery, la direction ne trouve pas assez de volontaires, elle propose donc une prime exceptionnelle de 7 500 € pour le transfert... sans succès. Brader son CDI PSA pour finir coincé dans une filiale incertaine... non merci. Au lieu de faire des moteurs et transmissions de voitures électriques en interne, PSA veut le faire faire par des filiales, c'est son choix pas le nôtre. Quelle que soit l'entreprise : imposons par la lutte le maintien des emplois et des salaires.

PSA vide les usines de Tremery et Metz-Borny.

Début juin, la direction a annoncé la sous-traitance du service ONL ainsi que de l'affutage à Metz-Borny. Les salariés concernés sont invités à aller voir ailleurs et la transition énergétique ne pourra pas être prétextée cette fois-ci au moins. Certes, les effectifs concernés sont relativement faibles toutefois cela démontre que la direction vide l'usine très progressivement pour éviter de devoir faire face à une contestation collective. Charge à nous de contrer leurs plans en organisant la solidarité.

Contre la dissolution des Soulèvements de la Terre

Mercredi 21 juin, le Conseil des ministres a procédé à la dissolution de la coalition d'organisations Les Soulèvements de la Terre au prétexte des « violences commises » lors des mobilisations contre les mégabassines à Sainte-Soline, contre une cimenterie de Lafarge et contre le projet de LGV Lyon-Turin. Le gouvernement cherche aujourd'hui à criminaliser les militants écologistes conséquents, après l'avoir fait de bien des militants politiques, syndicalistes et ouvriers. Il y a presque 50 ans, le 23 juin 73, le gouvernement d'alors décrétait la dissolution de la Ligue Communiste. Cela n'a pas empêché les idées révolutionnaires de se développer et elles sont toujours bien vivantes. Il en sera de même pour l'écologie portée par un pan toujours plus large de la population, et notamment de la jeunesse.

Répression syndicale

En Moselle, un délégué syndical CGT InVivo était convoqué par le DRH le 21 juin pour un entretien disciplinaire. La direction a voulu l'intimider et intimider l'ensemble des salariés qui voudraient combattre le patronat. Un rassemblement de soutien des partis politiques et des syndicats a eu lieu devant l'usine Folschviller ce jour. Alors que les grèves, les manifestations se sont multipliées pour s'opposer à la loi retraite, pour exiger du patronat des augmentations de salaires significatives, de meilleures conditions de travail le pouvoir de Macron réprime les syndicalistes.

Recrutements pour démanteler ou fermer les usines ?

Pour les usines PSA, mardi 13 juin, la direction a organisé le recrutement de 500 intérimaires. Officiellement pour chercher de « nouveaux talents pour la transition vers l'électrique », en réalité pour faciliter la suppression de 2 000 postes de CDI sur les usines de Tremery et de Metz-Borny. Les intérimaires recrutés serviront à ajuster les effectifs rapidement dans le cadre de la fin d'activité programmée de beaucoup de secteurs de ces usines.

Travailler plus, gagner moins ?

Jusqu'à la quasi-fermeture de l'usine, la direction voudrait modifier les horaires de travail à Tremery. Au passage, le temps de présence sur site serait augmenté et les salaires diminués de 10 à 15€. Travailler plus, gagner moins et accepter d'être viré ensuite, c'est inacceptable d'autant plus que le groupe fait des profits mirobolants sur notre dos. Les intérêts des salariés sont opposés à ceux du patron. Sans nous, rien ne tourne, notre organisation doit être à la hauteur de celle des patrons ! Discutons entre nous, organisons-nous, construisons collectivement nos revendications et définissons les moyens d'action pour défendre nos intérêts.

Renault : quand les travailleurs paient la note des choix capitalistes

Les journées de chômage partiel se multiplient dans les usines Renault, impactant lourdement la rémunération des intérimaires exclus de l'Accord APLD (Activité Partielle de Longue Durée). À Douai qui assemblait les véhicules (Mégane, Scenic, Espace et Talisman) ne fabrique plus qu'un seul véhicule depuis le 9 mai dernier : la Mégane électrique. Sauf qu'avec son coût rédhibitoire, les commandes sont faibles et quatre semaines de chômage ont été imposées sur les seuls mois d'avril et de mai. Bref les travailleurs subissent les choix aberrants des capitalistes.

METZ : Débrayage chez Eurofins Agro-Analyses

Vendredi 23 juin, une 15aine de salariés du site messin de l'entreprise d'analyse agroalimentaire ont décidé de riposter face aux attaques et la négligence du patron.

Si, le secteur n'est pas épargné par le manque de main d'œuvre ça n'empêche pas l'entreprise de rémunérer les techniciens de laboratoires au niveau du smic et de charger les postes jusqu'à pas d'heure. Depuis des mois beaucoup de salariés en sont rendu à travailler 6 jours sur 7 : seule solution pour pouvoir finir son mois avec quelque chose dans le frigo.

Parmi leurs revendications : fin des heures supplémentaires, pas un technicien en dessous de 1600€, etc.

À Eurofins comme ailleurs, ce n'est pas aux travailleurs de payer leur crise !